

## **CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES**

### **MARCHE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES**

---

**PRESTATIONS DE SERVICES D'ASSURANCE POUR  
POUR LE CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET METIERS –  
CNAM**

**LOT N°6 : ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE MANDATAIRES  
SOCIAUX**

---

## INFORMATIONS GENERALES

Souscripteur :	<b>POUR LE CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET METIERS – CNAM</b>
Objet :	<b>Assurances Responsabilité civile mandataires sociaux</b>
Date d'effet	01/01/2026
Echéance annuelle :	1 <sup>er</sup> janvier
Terme et durée :	Reconduction automatique à l'échéance chaque année jusqu'au 31 décembre 2029 à minuit, soit une durée de 4 années, sauf non-reconduction dans les conditions de résiliation fixées par le CCAP.
Préavis de résiliation :	Préavis de 6 mois
Périodicité du paiement :	Annuelle

## PREAMBULE

Le souscripteur souhaite l'établissement d'un contrat d'assurances garantissant notamment les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile de ses Dirigeants.

L'ensemble des dispositions du présent cahier des clauses particulières constitue les conventions particulières au contrat « RESPONSABILITE CIVILE DES DIRIGEANTS ».

Ces dispositions dérogent à toutes les conditions d'assurance (générales, particulières, spéciales...) émises par l'assureur dans le cadre du présent marché et s'appliqueront par conséquent en priorité. Toutefois, dans le cas où les conditions de l'assureur comporteraient des dispositions plus favorables aux intérêts de l'assuré, leur application reprendrait un caractère prioritaire.

## DEFINITIONS :

### Définition de l'assuré :

Les dirigeants (passés, présents ou futurs) du souscripteur :

#### 1 - Dirigeants de droit :

Toute personne, salariée ou non, régulièrement investie dans ses fonctions de dirigeant de droit au regard de la loi et/ou des statuts

- le Président,
- le membres du conseil d'administration,
- le Directeur Généraux adjoints
- les Représentants Permanents des personnes morales dirigeants de droit...

#### 2 - Dirigeants de fait :

toute personne physique, salariée ou non, qui verrait sa responsabilité recherchée ou engagée en tant que dirigeant de fait du souscripteur par une juridiction, ou, toute personne physique recherchée pour une faute professionnelle commise dans le cadre d'une activité de direction, de gestion ou de supervision exercée avec ou sans mandat ou délégation de pouvoir.

### 3 – Autres dirigeants :

- Tout héritier, légataire, représentant légal ou ayant-cause d'un dirigeant ou employé ayant la qualité d'assuré, du fait de toute faute professionnelle commise par ces assurés, s'ils sont décédés depuis ou ne sont plus en mesure d'exercer personnellement leurs droits en raison d'une incapacité légale ou judiciaire ;
- Les époux, concubins ou partenaires liés par un pacte civil de solidarité (ou tout autre contrat similaire), dans le cadre de toute réclamation qui vise à obtenir réparation sur les biens communs ou indivis avec un dirigeant ou employé ayant la qualité d'assuré.
- Les personnes physiques suivantes, uniquement dans l'exercice des fonctions pour le compte du souscripteur :
  - Tout employé du souscripteur uniquement s'il est mis en cause : avec un dirigeant de droit ou de fait du souscripteur dans le cadre d'une réclamation ; ou dans le cadre d'une réclamation fondée sur ou ayant pour origine une violation sociale.
  - L'ensemble des directeurs du souscripteur, notamment le directeur juridique, le directeur financier, le responsable des assurances, le directeur de la communication financière et / ou le secrétaire général ;
  - Toute personne désignée par le souscripteur comme correspondant à la protection des données à caractère personnel auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) ;
  - Tout responsable de la conformité et du contrôle interne du souscripteur ;
  - Les juristes ayant la qualité de préposé du souscripteur au moment de la commission d'une faute professionnelle, dans l'exercice de toute fonction de conseil pour le compte du souscripteur ;
  - Toute personne, salariée ou non, membre d'un comité du souscripteur, notamment le comité d'audit, de stratégie, de rémunération ou de nomination ;
  - Toute personne, salariée ou non, membre d'un comité chargé de la surveillance du souscripteur ou d'une filiale, constitué sous la forme juridique d'une société par actions simplifiée ;
  - Tout conciliateur et/ou mandataire ad hoc désignés en application des articles L. 611-3 et suivants du Code de commerce pour le compte du souscripteur.

### **Faute professionnelle :**

Tout manquement d'un assuré personne physique ou d'une personne morale dirigeant de droit aux obligations légales, réglementaires ou statutaires, toute faute de gestion commise par imprudence ou négligence, par omission, par erreur, par déclaration inexacte, toute violation sociale et, en général tout acte fautif commis par cet assuré avant la date de résiliation ou d'expiration d'une ou des garanties du présent contrat et qui engage sa responsabilité exclusivement dans ses fonctions de dirigeant ou d'employé du souscripteur.

### **Frais de défense :**

Les honoraires et frais divers afférents à une réclamation faite à l'encontre d'un assuré et nécessaires à sa défense, ainsi que les frais d'enquête dans le cadre d'une enquête.

Ces frais comprennent notamment :

- les frais de procédure,

- les frais de comparution,
- les frais d'expertise,
- les frais de constitution de caution, quelle que soit sa nature, y compris les intérêts d'emprunt bancaire pour la constitution de cette caution,

#### **Frais d'enquête :**

Les honoraires et frais divers nécessaires encourus à titre personnel par un assuré personne physique en relation directe avec sa comparution dans le cadre d'une enquête, ou la préparation de celle-ci, ou son assistance dans le cadre d'une enquête dont il est la cible.

Ne sont pas compris les honoraires et frais divers engagés dans le cadre d'une enquête ou l'assuré personne physique comparait ou intervient en sa qualité de représentant du souscripteur ou à la demande du souscripteur.

#### **Réclamation :**

- a) Toute procédure judiciaire ou arbitrale introduite par toute personne physique ou morale à l'encontre d'un assuré en raison de toute faute professionnelle ;
- b) Toute demande amiable faite par écrit par toute personne physique ou morale dont l'intention est de mettre en cause la responsabilité d'un assuré pour toute faute professionnelle ;
- c) Toute instruction, enquête, ou poursuite pénale menée à l'encontre d'un assuré, en raison d'une faute professionnelle ;
- d) Toute poursuite administrative menée à l'encontre d'un assuré en raison de toute faute professionnelle ;
- e) Toute enquête uniquement pour la garantie d'un assuré personne physique.

Toutes les réclamations résultant d'une même faute professionnelle ou d'une même série de fautes professionnelles et ayant la même cause technique constituent une seule et même réclamation.

#### **Sinistre :**

Tout dommage ou ensemble de dommages :

- causé(s) à des tiers, engageant la responsabilité de l'assuré et ayant donné lieu à une ou plusieurs réclamations ;
  - et / ou subis(s) par l'assuré et l'exposant au paiement de frais ;
- et résultant d'un fait dommageable susceptible d'entraîner l'application d'une ou plusieurs des garanties du contrat.

Le fait dommageable est celui qui constitue la cause génératrice du dommage. Un ensemble de faits dommageables ayant la même cause technique est assimilé à un fait dommageable unique.

### **MONTANTS DES GARANTIES ET FRANCHISES**

Les plafonds ci-après s'entendent par sinistre et par année d'assurance.

Garanties	Montant des garanties	Montant des franchises
<b>Responsabilité des dirigeants :</b>		
Tous dommages confondus	3.000.000 €	Néant

Recours et défense pénale	Inclus	Néant
Frais d'atténuation du risque	Inclus	Néant
Sanctions pécuniaires par autorité administrative	Inclus	Néant
<b>Avance caution pénale :</b>	300.000 €	Néant
<b>Assistance psychologique :</b>	50.000 €	Néant
<b>Atteinte à la réputation :</b>	150.000 €	Néant
<b>Investigation préliminaire :</b>	50.000 €	Néant
<b>Assistance garde à vue :</b>	15.000 €	Néant
<b>Faute non séparable :</b>	1.000.000 €	Néant
<b>Contrôle fiscal du dirigeant :</b>	15.000 €	Néant

## DISPOSITIONS PARTICULIERES

### **Préambule :**

*L'assureur prend en charge ou rembourse les indemnités résultant de toute réclamation amiable ou judiciaire introduite pendant la période d'assurance ou la période subséquente, à l'encontre d'un assuré personne physique, mettant en jeu sa responsabilité civile individuelle ou solidaire et imputable à une faute professionnelle réelle ou alléguée.*

*Par indemnité il convient d'entendre toute somme que l'assuré est individuellement ou solidairement tenu de payer en raison d'un jugement ou d'une décision de justice, d'une sentence arbitrale ou d'une transaction passée avec le consentement écrit préalable de l'assureur, suite à toute réclamation introduite à l'encontre de l'assuré pendant la période d'assurance ou la période subséquente, notamment les dommages-intérêts, les dépens, les frais irrépétibles de l'instance, les indemnités transactionnelles.*

**1** - L'assureur prend en charge ou rembourse les frais de défense exposés pour la défense de tout assuré personne physique dans le cadre notamment :

- de toute réclamation déclenchant les garanties de responsabilité civile.
- de toute enquête et/ou poursuite administrative menée à son encontre devant une autorité administrative.

L'assureur garantit le libre choix de son défenseur à l'assuré sous réserve d'une information préalable de l'assureur.

**2** – L'assureur prend en charge ou rembourse les frais de défense exposés pour la défense pénale de tout assuré personne physique dans le cadre notamment :

**2.1 - Frais de défense dans le cadre d'enquêtes pénales :** L'assureur prend en charge ou rembourse les frais de défense exposés par ou pour le compte de tout assuré personne physique dans le cadre de toute enquête menée par un officier de police judiciaire.

Ces frais de défense sont garantis, y compris dans le cadre de :

- toute audition où la présence de l'avocat n'est pas obligatoire (même si l'assuré comparaît au titre de simple témoin) ;

- toute procédure de garde à vue, dès la première heure ;
- toute audition en qualité de témoin assisté au sens de l'article 113-1 du Code de procédure pénale.

**2.2 - Frais de défense dans le cadre d'une mise en cause ou poursuite devant une juridiction pénale :** L'assureur prend en charge ou rembourse les frais de défense exposés pour la défense de tout assuré personne physique dans le cadre de toute mise en cause ou poursuite devant une juridiction pénale menée en raison d'une faute professionnelle.

Ces frais de défense sont garantis, y compris dans le cadre de :

- la mise en examen de l'assuré devant le juge d'instruction ;
- toute mesure d'instruction diligentée par le juge d'instruction, telles que perquisition et / ou saisie à domicile ou sur les lieux de travail ;
- la procédure de « plaider coupable » (« procédure de comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité ») par les articles 495-7 et suivants du Code de procédure pénale français.

L'assureur garantit le libre choix de son défenseur à l'assuré sous réserve d'une information préalable de l'assureur.

**3 –** L'assureur prend en charge les frais de soutien psychologique engagés par un assuré personne physique et / ou ses enfants et conjoint (ou pacsé), auprès de tout psychologue choisi avec l'accord préalable de l'assureur, suite à une réclamation garantie, et en complément de toute prestation d'assurance sociale éventuellement accordée.

**4 –** L'assureur prend en charge ou rembourse les frais suivants engagés auprès d'un professionnel de sauvegarde et de restauration de la réputation de l'assuré personne physique suite à réclamation ou faute professionnelle alléguée :

- gestion de toute atteinte à la réputation de l'assuré résultant d'articles de presse, de messages postés ou de toute autre information véhiculée sur internet et les réseaux sociaux ;
- relations publiques en vue de corriger toute atteinte à la réputation résultant d'articles de presse ou de toute autre information véhiculée par les médias accessible au public.

**4.1 –** La garantie est étendue aux frais de publication de toute décision exonérant un dirigeant de sa responsabilité ordonnée par une autorité administrative ou une juridiction suite à une réclamation garantie.

**5 –** L'assureur prend en charge les frais et honoraires exposés par ou pour le compte de tout assuré personne physique pour préparer ou faire face à une investigation préliminaire.

**6 –** L'assureur rembourse les frais d'assistance liés à une garde à vue exposés suite au placement en garde à vue d'un assuré personne physique pendant la période d'assurance en raison d'une faute professionnelle réelle ou alléguée. Les seuls frais suivants sont garantis :

- les frais de transport d'un parent ou d'un proche pour venir assurer la garde des enfants mineurs de l'assuré au lieu de résidence habituelle de l'assuré ou les frais liés à la garde des enfants mineurs de l'assuré par un tiers au lieu de résidence habituelle de l'assuré ;
- les frais liés à l'acheminement du véhicule de l'assuré depuis le lieu d'interpellation jusqu'à sa résidence habituelle ;
- les frais de transport de l'époux, du concubin ou du partenaire lié par un pacte civil de solidarité de l'assuré en déplacement jusqu'à la résidence habituelle de l'assuré ;

- le coût de location d'un véhicule de substitution pour le conjoint, le partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou le concubin de l'assuré en cas d'indisponibilité du véhicule de l'assuré durant le temps de la mesure de garde à vue ;

**7** – L'assureur prend en charge les frais d'atténuation du risque, avec l'accord de l'assureur, exposés par ou pour le compte de tout assuré personne physique pendant la période d'assurance, en vue de prévenir la survenance d'une réclamation à son encontre ou d'en limiter l'étendue si celle-ci venait à être introduite.

**8** – Sont garantis les frais et honoraires de conseil et assistance d'un dirigeant de droit personne physique lorsqu'il fait l'objet d'un examen contradictoire de sa situation fiscale personnelle pendant la période d'assurance consécutif à une vérification de la comptabilité du souscripteur et déclenchée à l'initiative de l'administration fiscale.

**9** - L'assureur prend en charge les sanctions pécuniaires assurables prononcées par une autorité administrative en application de lois ou règlements à l'encontre d'un assuré personne physique, dans le cadre de ses fonctions de dirigeant au sein du souscripteur. Cette extension de garantie ne peut être contraire à l'ordre public et aux bonnes mœurs, ni ne peut intervenir si les sanctions sont prononcées suite à la commission par l'assuré d'une faute intentionnelle ou dolosive au sens de l'article L. 113-1 du Code des assurances.

**10** – L'assureur prend en charge ou rembourse les indemnités et / ou frais de défense résultant de toute réclamation introduite à l'encontre du souscripteur par un tiers en raison de toute faute professionnelle commise par un de ses dirigeants de droit ou de fait qui constitue la cause légale directe du sinistre et est jugée expressément non séparable de ses fonctions par une décision ayant autorité de chose jugée appliquant le droit français. La présente garantie s'applique à toute réclamation formée :

- soit à la seule encontre du souscripteur, dès lors qu'elle repose sur les mêmes faits que ceux reprochés au dirigeant exonéré antérieurement de sa responsabilité personnelle au motif que sa faute n'était pas séparable de ses fonctions,

- soit conjointement à l'encontre du souscripteur et du dirigeant, dès lors que la juridiction retient la responsabilité civile du souscripteur au motif que la faute professionnelle du dirigeant n'est pas séparable de ses fonctions.

**11** – En cas de réclamation faite conjointement à l'encontre d'un assuré personne physique et du souscripteur nécessitant une allocation des frais de défense entre eux, les garanties sont expressément étendues à la prise en charge des frais de défense exposés par le souscripteur pour sa propre défense auprès des mêmes conseils que ceux de l'assuré personne physique.

**12** – Lorsque suite à sinistre, l'image du souscripteur est impactée, l'assureur prend en charge les frais de recours à un professionnel de la communication de crise pour l'assister dans la gestion de l'évènements et de ses conséquences :

- Gestion de crise communication opérationnelle (interne et externe) pour limiter les conséquences immédiates de l'évènement ;
- Communication stratégique interne et externe pour rétablir l'image du souscripteur, ou prévenir de sa dégradation.

**13** - La garantie est acquise dès la prise d'effet prévue aux conditions particulières du contrat avec reprise du passé. Elle s'applique selon le régime de la réclamation et conformément aux dispositions de la Loi n° 2003-706 du 1<sup>er</sup> août 2003. La garantie subséquente est accordée pour 5 ans.

**14** - La garantie des réclamations liées à l'emploi ou aux rapports sociaux interviendra notamment dans les cas de discrimination (à l'embauche ou en cours de contrat), harcèlement, sanction disciplinaire abusive, diffamation, atteinte à la vie privée, licenciement abusif, manquements liés au statut ou à la progression de carrière.

**15** - La garantie prend en compte le manquement éventuel d'un assuré à une obligation légale ou réglementaire de sécurité.

**16** – La garantie prend en compte toute réclamation éventuelle liée à l'amiante.

## **ANTECEDENTS DU RISQUE**

Le souscripteur est titulaire d'une garantie à ce jour.  
Sinistralité jointe.